

teurs. — Ils veulent être dictateurs, — disait-on d'autre part, — parce qu'ils n'ont pu être... couronnés; et on se servait de termes plus durs. Dans les classes moins éclairées on ne savait pas bien ce qui se passe, et on en venait à demander que, même au prix de mesures violentes et de coups de fusil, on se débarrassât de cette droite qui entrave tout. Je ne mentionne ces insanités que comme symptôme.

Les bruits de conciliation et de transaction qui dominent hier à la fin de la journée se sont évanoués, bien que quelques personnes cependant croient devoir augurer toujours qu'un dernier moment il ne sera pas impossible d'amener une conciliation, puisque M. Thiers ne refuse pas absolument d'établir la responsabilité ministérielle et stipule seulement qu'elle fasse partie d'un ensemble de réformes constitutionnelles. On prétend donc que la droite ne refusant pas le reste et exigeant seulement la priorité pour ce qui lui sert d'argument ou plutôt de prétexte, il est impossible qu'on n'arrive pas à un compromis. Dans le conseil, M. Dufaure et M. de Rémusat n'ont rien dit, dit-on, pour amener M. Thiers à une conciliation de ce genre.

Les nouvelles de ce soir n'indiquent pas qu'elle doive se réaliser.

Il y a plusieurs versions sur la part que prendra demain M. Thiers à la séance; les uns affirment qu'il n'interviendra pas personnellement, et qu'il enverra un message sur lequel le débat s'établira. D'autres prétendent qu'au dernier moment le président de la république jouera personnellement le rôle de *Deus ex machina*. Quant au résultat je dois vous dire que — dit-on se tromper — personne ne doute aujourd'hui d'une majorité finale pour le président de la république; les pessimistes croient au moins à vingt ou trente voix; les autres, et c'est le plus grand nombre, en espèrent quarante ou cinquante. A coup sûr, ce sera une bien faible majorité pour gouverner; mais est-il besoin de répéter que le régime de la minorité, dans ce cas, est encore moins possible? Il ne s'agit d'ailleurs que de gagner assez de temps pour permettre au pays de se prononcer.

Les chefs de la droite, en désarroi complet, bien que leurs journaux affectent dans le vote de demain une confiance qu'ils n'ont pas, envoient une note à tous les journaux des départements conçue en ces termes : « L'Assemblée seule peut tout, et dans l'intérêt de la France, sans sortir de la légalité. M. Thiers, seul, s'il ne cède pas à l'Assemblée, ne peut rien sans violer la légalité et livrer la France à de nouvelles et affreuses catastrophes. Voilà ce que devraient comprendre ceux qui signent illégalement ou incoûsciemment des Adresses à M. Thiers. »

Les interprètes de la droite enfoncent une porte ouverte; personne de sensé ne songe à ce que M. Thiers cherche à opposer la force à la loi, et résiste à un vote de l'Assemblée, qui, en majorité d'unanimité, lui signifierait un ordre de retraite; mais, quoi qu'on en dise, les Adresses dont il s'agit, et dont le nombre augmente tous les jours de façon formidable — on en a encore reçu une quantité aujourd'hui et le total dépasse 600 — ne seraient traitées par la droite, ni d'illégales ni d'inconsidérées, si leurs auteurs se prononçaient en faveur de l'Assemblée, comme ils en auraient le droit, au lieu de témoigner — ce dont on ne peut leur dénier la faculté non plus — leurs sympathies à M. Thiers.

Du reste, moins que jamais le président de la république songe à se maintenir par la force et l'illégalité, et comme nouvelle preuve on peut citer ce langage qu'il a fait entendre hier textuellement à une députation du conseil général de Seine-et-Oise. « Vous le savez, leur a-t-il dit, ce n'est pas moi qui cherche à créer des difficultés. Aujourd'hui même le rapporteur de la commission a annoncé que les députés de la droite voulaient un gouvernement de combat, — ces intentions ne sont pas rassurantes. On! un gouvernement de combat. — Qu'est-ce qu'ils veulent? La responsabilité ministérielle; mais ils l'ont plus complète qu'elle ne le fût jamais. Le Président est responsable, ses ministres sont responsables. Il n'y en a pas un qui, battu sur une question importante, ne voudrait se retirer. Je suis obligé de les retenir tous les jours. Mais ce n'est pas cela qu'ils veulent. Ils veulent autre chose, nous le savons bien. Mon Dieu! je suis prêt à leur céder la place. Je gagnerai beaucoup à la quitter. J'y gagnerai de vivre tranquille. Quand un homme travaille comme moi 48 heures par jour, peut-il supporter d'être mis à tout instant sur la sellette? Enfin, tout ceci s'arrangera, je l'espère. Devant le pays les choses se modifieront d'elles-mêmes. Là, nous nous expliquerons. Mais si disposé qu'on soit aux transactions, il y a une limite aux concessions permises. »

Hier se pressaient à la présidence une énorme quantité de députés, d'hommes politiques, de membres des conseils généraux ou municipaux. Aujourd'hui on en eût eu des réunions de toutes les diverses fractions de l'Assemblée. On comprend l'importance de la bataille de demain et on s'y prépare de tous les côtés.

Les propriétaires des journaux démocratiques, le *Mouvement* et la *Résurrection*, qui se sont vu interdire de paraître, après avoir obtenu leur autorisation, ont été reçus à la présidence et ont obtenu l'assurance que bientôt ils verraient lever l'interdiction.

Les nouvelles de Belfort disent que les travaux des Allemands continuent pendant l'hiver; il y a la plus de 6,000 hommes, et les officiers s'arrangent pour pouvoir passer la mauvaise saison gaillardement au moyen de bals et de représentations théâtrales.

Le général de Manteuffel a donné des ordres pour que les passe-ports ne soient plus refusés à des Français qui se rendent dans les provinces annexées à l'Allemagne.

Il a été décidé par des motifs, dont tout le monde appréciera et approuvera la convenance, que vu l'occupation prolongée du territoire, la fête de la Sainte-Barbe ne serait pas célébrée dans notre artillerie.

Le général Chanzy, qui décidément renonce à prendre part à la discussion parlementaire pour se consacrer tout à fait aux soins de son commandement militaire, envoie au ministre de la guerre un mémoire au sujet de l'établissement d'un camp à Buchard, près de Tours.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 27 novembre.

C'est le scrutin qui est intéressant à étudier ce matin! Aussi court-on à l'Officiel. Toute la question, en effet, se pose ainsi : Combien y a-t-il de droitières qui devant un vote hésiteront à se mettre en antagonisme déclaré avec M. Thiers?

Et parmi les votants de la remise à jeudi, je trouve les noms de MM. d'Aurelle de Paladines, le comte de Béhaine, Jules Brunet, Clapier (mais c'est un ami personnel de M. Thiers, celui-là), de Fourtoul, des Rotours, de Saint-Pierre, etc.

Mais si d'autre part on jette les yeux sur la contre-partie du scrutin, c'est-à-dire sur celle où sont inscrits les noms des votants pour la discussion du rapport au lendemain, nous y trouvons ceux des deux Chabaud-Latour, qui n'ont jamais voté contre M. Thiers; de M. Descaz, de M. Joubert; de MM. Ledehou et Lefebvre-Pontalis, du centre gauche; de M. Puyver-Querier, etc.

Il en faut donc conclure que si ce scrutin est une indication, il n'est pas cependant absolument significatif.

Que si, cependant, vous voulez réfléchir et considérer toutes les satisfactions que le rapport s'attache à donner au parti radical, vous comprendrez que la droite, pour augmenter ses votants, cherche surtout à former l'agglomération sur la question religieuse. Au demeurant et au fond, la division existe bien plus en effet, sur la question religieuse que sur la question politique. On pourrait presque dire que dans cette Assemblée il y a deux droites — celle qui se réunit sur la question monarchique et qui serait minorité, et celle qui se réunit sur la question religieuse et qui est majorité, parce qu'elle recueille même dans d'autres fractions de l'Assemblée.

Soit dit en passant, M. Batbie a modifié à l'impression quelques parties de son rapport; notamment, la phrase qui vise directement M. Littré.

On remarque encore, en lisant le scrutin, que les bonapartistes ont voté avec la droite.

C'est peu... C'est déjà quelque chose.

Le vote des princes d'Orléans contre la remise a été très-remarquable. Il coïncide d'ailleurs avec leur attitude au sein de la majorité et avec le ton de leur organe dans la presse: le *Journal de Paris*.

Oh! la conspiration de la droite est bien organisée. Elle est forte, elle a des adhérents nombreux en dehors de l'Assemblée, tenez-le pour certain. Il ne s'agit pas ici d'une conspiration de couloirs.

Quelle différence, me disais-je hier, en entendant M. Batbie, entre ce moment et celui où, au lendemain de l'écrasement de la Commune, M. Thiers pouvait dire à la droite, qui pliait l'échine en grondant sourdement : « Maintenant, messieurs, la situation est à la hauteur de votre courage! » En ce temps-là, M. Thiers a parfois abusé de sa suprématie. Aussi, plus d'une fois, ai-je pris contre lui le parti de l'Assemblée. Mais aujourd'hui! Aujourd'hui, je me dis avec beaucoup de tous les despotismes, le pire serait celui d'une Assemblée sans contre-poids, sans mandat limité et omnipotente!

Un homme, quel qu'il soit, a encore certains ménagements à garder, car il a ou aura toujours à un moment donné une responsabilité personnelle à porter, mais une assemblée! un tyran à six cents têtes et qui peut voter par assis et levé les mesures les plus draconiennes!

Ceci, non certes pour en appeler au despotisme d'un homme, mais pour réclamer énergiquement une limite à celui de l'Assemblée. Nul pouvoir humain ne doit être au-dessus de la loi et l'Assemblée sans pouvoirs définis, sans limite de mandat, est au-dessus de la loi! Ce cri, plus ou moins nettement formulé, est celui de toutes les consciences ce matin. Et vous allez l'entendre nous revenir des extrémités de la France par l'organe des journaux de province.

Ce qui exaspère la droite, ce sont les Adresses des conseils municipaux à M. Thiers. Eh bien, j'ai lieu de croire que le concert des Adresses va continuer et même augmenter. La modération absolue de la gauche, hier, sa tenue irréprochable, porteront leurs fruits.

C'est que la gauche se sent devenue forte dans la nation. Et il n'y a que les faibles qui sont violents.

La majorité droitière en est venue à ne plus vouloir entendre... M. Martiel! jugez... et pesez, vous qui connaissez la France et savez de quelle légion conservatrice, mais modérée, de quelle légion vraiment française, en un mot, des hommes comme M. Martiel sont les représentants!

Dans la commission, M. Gauthier de Rumilly a été traité par ses collègues, de « radical attardé. » Or, vous savez depuis hier ce que la majorité entend par l'épithète de radical.

Qu'arrivera-t-il? qu'arrivera-t-il déjà? C'est que la majorité va renforcer la gauche de tous les représentants de l'opinion moyenne et modérée.

M. Batbie est fort malmené par les journaux du matin. On évoque les souvenirs de 48. Il paraît que M. Batbie en ce temps-là était un... radical! *Proh pudor!*

Les espérances se groupent de plus en plus ce matin autour de cette solution : M. Thiers se contentant de la plus mince majorité, restant au pouvoir, gouvernant dans le même sens que jusqu'à ce jour, et répondant imperturbablement aux mécontents : « Appelez-en au pays, messieurs! »

Les principaux groupes parlementaires sont réunis depuis une heure. On y discute la ligne de conduite à tenir dans la discussion de demain. Je vous dirai à la fin de ma lettre ce que j'aurai pu apprendre sur les résolutions adoptées.

La séance s'ouvre à deux heures et demie. Beaucoup de monde dans les tribunes. On s'attend à quel incident sur le procès-verbal.

Il n'y en aura point, les membres de la gauche ayant résolu de n'opposer qu'un silence dédaigneux aux violences de langage dont fourmille le rapport de M. Batbie.

Voici M. de Belcastel à la tribune. C'est par erreur, dit-il, que j'ai été porté comme n'ayant pas pris part au scrutin d'hier. J'ai voté pour la fixation de la discussion à aujourd'hui! On s'en doute bien!

Vous n'avez pas oublié qu'aujourd'hui doit commencer la discussion du budget. En vérité on ne s'en doutait pas à voir l'Assemblée houleuse, agitée comme à la veille d'un orage.

M. de la Roche-Toulon est à la tribune. Il prie l'Assemblée de ne pas ajourner plus longtemps la loi relative à l'amélioration des pensions militaires.

Le gouvernement est d'accord avec la commission pour que la discussion ait lieu aujourd'hui même. Pas d'opposition. M. Hervé de Saisy a la parole sur la loi. Deux autres orateurs lui succèdent. Quels sont-ils? que disent-ils? Bien habile qui pourrait l'entendre. Les conversations sont générales; elles couvrent complètement la voix de l'orateur, et la sienne est si mal équilibrée qu'il est impossible de reconnaître celui qui occupe la tribune.

D'ailleurs, tout le monde est d'accord, la discussion en est successivement votée, puis l'ensemble adopté sans opposition.

Au budget maintenant.

M. Raudot a la parole. Il rappelle que toutes les propositions de réforme faites lors du dernier budget furent ajournées au budget de 1873. Cependant, nous voici au 27 novembre, il ne respire qu'un mois pour la discussion!

L'orateur constate que le Message présidentiel accuse un déficit de 437 millions sur les recettes de l'année courante. Il se plaint du retard mis par le gouvernement à publier les états trimestriels des recettes.

Il conteste que le déficit doive disparaître dans les premiers mois de 1873. D'après M. Raudot, le mois d'octobre aurait encore donné un déficit de 6 millions sur le rendement des impôts.

Il faut rechercher quelle est la cause de ce déficit sur chaque nature d'impôt.

L'enregistrement a produit un excédant de 28 millions, il faut donc que les autres impôts aient donné des déficits considérables. L'orateur trouve la cause de ces déceptions dans l'exagération de certains droits.

Il estime qu'en 1873 le déficit sera plus considérable encore. D'après lui les traités de commerce s'opposent à la mise en pratique du monopole des alcools. C'est une recette de 46 millions qui s'évanouit. La surtaxe de pavillons portée pour 4,800,000 francs n'a point produit une telle somme en 1872, elle la produira bien moins en 1873, le nouveau traité avec l'Angleterre en exorçant la marine anglaise, ce qui équivaut à l'abolition de la surtaxe.

Enfin, les droits sur les matières premières figurent en recette pour 33 millions. M. Raudot conteste qu'elles produisent une telle somme; c'est pourquoi il prévoit un déficit considérable.

« Prenez bien acte de mes paroles, s'écrie M. Raudot, le déficit sera au moins de 200 millions! »

L'orateur examine ensuite le compte de liquidation qu'il appelle « le second budget. » Il n'admet pas qu'on parle dans ce compte des dépenses qui doivent se reproduire annuellement.

M. Raudot voit dans ce compte un véritable « budget extraordinaire, » et, pour n'en point perdre l'habitude, il décoche en passant ce trait à M. Thiers : « Je suis convaincu, dit-il, que si M. le président de la république avait à voter sur un tel budget présenté par tout autre que par M. Thiers, il voterait contre. »

Si les nouveaux impôts sont mauvais, dit en terminant M. Raudot, il faut les changer!

M. Corne vient faire une déclaration au nom de la commission de révision des services administratifs. Cette commission sera en mesure de prendre une part active à la discussion du budget. Elle se propose de formuler par voie d'amendements certaines réformes.

A M. Corne succède M. Jozon. Ce dernier est également membre de la commission des services ad-

ministratifs. Il explique que la commission s'est surtout inspirée de cette pensée qu'en France, il y a trop d'employés, trop peu occupés et insuffisamment payés. Il fait donc en réduire le nombre, leur donner plus de travail et améliorer leur rétribution.

La réduction du nombre des employés ne peut pourtant point se faire tout d'un coup. Elle doit s'opérer graduellement, sous peine de désorganiser les services.

M. Gouin répond quelques mots au nom de la commission du budget. Il réclame que les amendements soient promptement déposés, afin que la commission du budget puisse les étudier.

Personne ne demandant plus la parole, la discussion générale est close! Vendredi, on reprendra celle sur le ministère des finances.

La séance est levée. A demain, la grande bataille!

P. S. Je résume à la hâte les quelques renseignements que j'ai pu recueillir sur les différentes réunions tenues aujourd'hui.

A la gauche républicaine, on incline à repousser purement et simplement le projet de résolution présenté par la commission Kerdrel. Ce mode de procéder aurait cet avantage qu'il ne laisse place à aucune division entre les divers groupes de la gauche et les amis du gouvernement.

Mais M. Thiers parlera demain, il tient à son projet de seconde Chambre. S'il pose lui-même la question comment s'y débiter?

On rapporte une conversation dans laquelle M. Thiers aurait dit qu'il n'avait jamais repoussé la responsabilité ministérielle, qu'il voulait seulement ne point isoler des autres propositions constitutionnelles, mais qu'il lui consentirait, au besoin, à ce qu'elle soit la priorité sur les autres! Cela ressemblerait bien un peu à une reculade, mais enfin... une transaction entre le gouvernement et la commission n'est pas impossible sur ce terrain!

Le centre gauche a examiné divers projets d'ordre du jour ou de contre-résolution, exprimant conflans de la part du gouvernement et ajournant la question de la responsabilité ministérielle au moment où seront posées les autres questions constitutionnelles.

Ces propositions auraient l'inconvénient de ne pouvoir être votées par l'extrême gauche, qui ne veut à aucun prix reconnaître le pouvoir constituant de l'Assemblée actuelle. Il est probable que les trois groupes de la gauche finiront par s'entendre, sur une rédaction assez large, pour pouvoir rallier tous les amis du gouvernement!

(Autre correspondance.)

Versailles, 27 novembre.

Le président de la république considère le rapport Batbie comme un appel à la guerre civile; ce rapport, en effet, ne pourrait pas faire mieux pour renouveler des idées de juin.

Mais M. de Faloux avait, dans 1848, une excuse pour faire son rapport, les *Ateliers nationaux* fermés, toutes les institutions de la droite, et, au lendemain de la guerre étrangère et de la guerre civile, on parle d'établir un gouvernement de combat, c'est-à-dire d'organiser une nouvelle expédition de Rome à l'intérieur, on lui lance l'Assemblée sur tout un côté de la Chambre elle-même, on l'ordonne à se retirer et à trouver l'occasion d'une victoire des rues.

Le parti radical comprendra que, dans l'intérêt du pays, il doit continuer à tenir la conduite prudente qu'il a adoptée depuis quelque temps. Il y persévérera et donnera son appui au président de la république dans la journée solennelle de demain.

M. Thiers se rendra demain à la Chambre, il ne fera pas de Message, mais prononcera un long discours. Le président de la république est très-blessé d'avoir été qualifié de *député*, de *fonctionnaire*, dans le rapport de M. Batbie; il sait très-bien que *magistrat* est synonyme de *fonctionnaire*, mais cette expression aurait été plus appropriée à la position de M. Thiers.

Après cela, M. Batbie peut être satisfait de son rapport, car si les organes de la presse républicaine ont été unanimes pour déclarer que ce « gouvernement de combat » n'est qu'une provocation à la guerre civile, en revanche les organes bonapartistes applaudissent au courage de la commission et engagent la droite, lors de la discussion, à ne pas reculer, à ne pas faire de transaction et à renverser M. Thiers. Pour mieux rassurer la France, l'un d'eux ajoute qu'il n'y a pas à se préoccuper du nouveau gouvernement : « Toutes les mesures sont prises, dit-il, et l'ordre ne sera pas troublé. » Les emprisonnés de décembre doivent être fiers d'avoir comme alliés M. Rouher et sa séquelle.

Les 25 voix de majorité obtenues pour l'ajournement ont paru aux amis du gouvernement d'un heureux présage; mais la question était de savoir si M. Thiers se contenterait d'une aussi mince majorité; or, d'après ce qu'on dit dans l'entourage du Président, M. Thiers serait résolu à conserver le pouvoir, même s'il n'avait que 40 voix de majorité.

Comme vous le pensez, l'agitation est très-grande partout; le pays a hâte de voir se terminer une crise qui s'est prolongée déjà trop longtemps, et on s'interroge pour savoir la résolution que le gouvernement va adopter. D'après les bruits que je vous ai rapportés et qui sont confirmés par les journaux du matin, M. Thiers devait ou demander à la tribune le rejet pur et simple des conclusions du rapport, ou adresser un Message à l'Assemblée. Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui à midi et a arrêté la conduite que le gouvernement suivra dans la séance de demain. On m'explique qu'après une assez longue discussion il a été décidé que M. Dufaure déposerait la proposition suivante : « Il sera formé une commission chargée d'examiner les institutions indispensables au fonctionnement régulier des pouvoirs législatif et exécutif et à l'organisation de la responsabilité ministérielle. »

Peut-être cette proposition sera-t-elle modifiée d'ici à demain, mais je ne le crois pas.

Je ne sais si on jugera cette proposition comme je la juge moi-même, mais elle me semble indiquer que le gouvernement songe à entrer en transaction. Il est vrai que M. Thiers, dans la commission Kerdrel, a déclaré à maintes reprises qu'il accepterait l'établissement de la responsabilité ministérielle, si elle faisait partie d'un ensemble de réformes parmi lesquelles l'institution d'une seconde Chambre ayant la faculté de dissolution. M. Thiers pourra donc dire qu'il maintient l'opinion qu'il a défendue sans succès, mais ne sera-ce pas une déception pour le public, qui au lieu de cette sorte de concession faite à la droite, se croyait en droit d'espérer, après les déclarations si catégoriquement républicaines du Président, que M. Thiers demanderait le rejet pur et simple des conclusions d'un rapport qui a soulevé l'indignation générale.

Maintenant on me dit que si le gouvernement veut y mettre — comment dirai-je? — une certaine conciliation, c'est qu'il est très-préoccupé de l'occupation étrangère. D'après des renseignements que je vous garantis, de M. Gontaut-Biron, ambassadeur à Berlin, un législateur qui ne peut être suspecté à l'Assemblée, a envoyé à M. de Rémusat la dépêche suivante : « Non devoir est de vous prévenir que la démission de M. Thiers produirait l'effet le plus déplorable. Il est difficile d'en prévoir les conséquences. »

C'est pour éviter de nouvelles catastrophes au pays que M. Thiers ferait présenter par le garde des sceaux la proposition dont je vous ai cité les termes et dont il regarde la prise en considération comme à peu près certaine.

M. Thiers assistera à la séance. C'est vous dire que les renseignements, très-certaines d'ailleurs, que je vous envoie pourraient être contredits par l'événement, attendu qu'un incident quelconque pourra contraindre les projets du gouvernement et forcer M. Thiers à adopter une autre ligne de conduite.

M. le ministre de l'intérieur s'est rendu hier à la commission des pétitions. Il s'agissait de l'expulsion du prince Napoléon; la commission a demandé à M. Lefranc pourquoi il n'avait pas présenté un projet de loi de banissement; il n'avait pas répondu que morte.

M. le ministre de l'intérieur a présenté à l'Assemblée un projet de loi immédiatement saisi de la protestation du prince Napoléon.

Les journaux monarchistes ont publié, d'après le *Courrier de l'Aube*, une lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire adressée au conseil d'arrondissement de Narbonne. Cette lettre a été publiée sans date; c'est une manœuvre déloyale, car ce n'est que l'extrait d'une lettre du 29 octobre qu'on a l'air de donner comme une nouvelle du moment, pour faire croire que M. de Saint-Hilaire excite et seconde l'envoi des Adresses.

Le centre gauche s'est réuni aujourd'hui à midi dans la salle des séances, *Hôtel des Réservoirs*.

Le journal le *Soir* publia une circulaire de M. Batbie, vice-président du club Blanqui en 1848; l'honorable rapporteur de la commission Kerdrel était alors un démocrate à tous crins, un chaud partisan de la république une, indivisible et sociale. Le dénonciateur de la Ligue de destruction avait sans doute alors de bien mauvais sentiments, à en juger par ceux qu'il prête aujourd'hui au parti radical.

Neuf heures du soir.

Il paraît certain que le gouvernement présentera une proposition dans les termes que je vous ai indiqués.

Cependant, le bruit court que l'extrême gauche ne voudra pas voter, et il est question d'une autre proposition, qui serait ainsi conçue : « L'Assemblée, approuvant la politique contenue dans le Message, repousse les conclusions du rapport de la commission. » Elle a été mise en avant, dit-on, par un des ministres; plusieurs membres de la gauche doivent se rendre ce soir auprès du président de la république pour le prier d'adopter, mais il est probable que M. Thiers maintiendra sa première proposition.

On affirme que la droite aurait aujourd'hui complété son ministère par la désignation de M. Desseigne pour le commerce.

M. Changarnier ne serait plus le candidat à la présidence, mais des avances auraient été faites au duc d'Aumale et celui-ci ne les aurait, dit-on, pas repoussées.

Le vote de mardi est celui auquel le plus grand nombre de députés ont pris part depuis que l'Assemblée existe.

Il y a eu 688 votants. L'Assemblée compte 738 membres au complet; mais il y a six décrets ou démissions, ce qui réduit le nombre effectif des représentants à 732. Il n'y avait donc hier que 44 absents, ou plutôt il n'y en avait que 43, car M. Grévy, qui présidait, n'a pas pris part au vote.

Il y avait 27 députés absents par congé, ce qui réduit le nombre des députés à 688.

Les démissions de M. de Wismberg, du chef de sa mère, la princesse Marie d'Orléans; 8° la princesse de Saxe-Cobourg, née princesse Clémentine d'Orléans.

La descendance du roi Louis-Philippe, dit le *Sport*, se compose en ce moment de cinquante deux personnes.

Bulletin de la bourse de Paris.

27 novembre. — La bourse est très-bonne et les cours sont de sensibiles progrès. On escompte le triomphe que, selon l'opinion générale, M. Thiers doit obtenir demain à l'Assemblée nationale. Personne, en effet, ne croit que les conclusions du rapport de la commission Kerdrel puissent être adoptées.

On s'occupe beaucoup, c'est tout naturel, de ce rapport, mais les commentaires dont il est l'objet ne sont pas faits pour flatter ses auteurs. Le « gouvernement de combat », recommandé par la commission, ne répond en aucune façon aux vœux des hommes d'affaires qui veulent l'ordre et la conciliation.

La Bourse, qui n'a pas de fortes opinions politiques, est cependant très-médiocrement républicaine, semble le devenir; ce ne sont pas les expressions violentes du rapport de M. Batbie qui lui font prendre en haine cette forme de gouvernement; au contraire.

Les nouvelles de Londres continuent à être très-satisfaisantes. La crise monétaire est décidément en voie d'atténuation. Les demandes d'épaves se raréfient à ce point qu'on s'attend à une prochaine réduction du taux de l'escompte. Le marché de l'Angleterre, cette circonstance et l'attente du succès de M. Thiers dans la séance de demain, donnent au marché une physionomie animée et rassurée.

Les fonds publics sont demandés au comptant, à 240; les actions de Suez se négocient de 408 à 410. En somme, la bourse est vraiment bonne et il y a tout lieu de croire qu'elle ne sera pas moins satisfaisante demain.

Voici encore des extraits de divers journaux de Paris concernant le rapport de M. Batbie :

« Bien que depuis trois ou quatre jours on se soit fait une illusion sur l'issue finale de la majorité de la commission, on ne l'ira pas sans étonnement et sans tristesse ce factum provocateur, qui viennent à étaler toutes les passions politiques et religieuses, tous les préjugés, toutes les arrière-pensées, toutes les ambitions de la droite, et, au lendemain de la guerre étrangère et de la guerre civile, on parle d'établir un gouvernement de combat, c'est-à-dire d'organiser une nouvelle expédition de Rome à l'intérieur, on lui lance l'Assemblée sur tout un côté de la Chambre elle-même, on l'ordonne à se retirer et à trouver l'occasion d'une victoire des rues. »

« Le parti radical comprendra que, dans l'intérêt du pays, il doit continuer à tenir la conduite prudente qu'il a adoptée depuis quelque temps. Il y persévérera et donnera son appui au président de la république dans la journée solennelle de demain. »

« M. Thiers se rendra demain à la Chambre, il ne fera pas de Message, mais prononcera un long discours. Le président de la république est très-blessé d'avoir été qualifié de *député*, de *fonctionnaire*, dans le rapport de M. Batbie; il sait très-bien que *magistrat* est synonyme de *fonctionnaire*, mais cette expression aurait été plus appropriée à la position de M. Thiers. »

« Après cela, M. Batbie peut être satisfait de son rapport, car si les organes de la presse républicaine ont été unanimes pour déclarer que ce « gouvernement de combat » n'est qu'une provocation à la guerre civile, en revanche les organes bonapartistes applaudissent au courage de la commission et engagent la droite, lors de la discussion, à ne pas reculer, à ne pas faire de transaction et à renverser M. Thiers. Pour mieux rassurer la France, l'un d'eux ajoute qu'il n'y a pas à se préoccuper du nouveau gouvernement : « Toutes les mesures sont prises, dit-il, et l'ordre ne sera pas troublé. » Les emprisonnés de décembre doivent être fiers d'avoir comme alliés M. Rouher et sa séquelle. »

« Les 25 voix de majorité obtenues pour l'ajournement ont paru aux amis du gouvernement d'un heureux présage; mais la question était de savoir si M. Thiers se contenterait d'une aussi mince majorité; or, d'après ce qu'on dit dans l'entourage du Président, M. Thiers serait résolu à conserver le pouvoir, même s'il n'avait que 40 voix de majorité. »

« Comme vous le pensez, l'agitation est très-grande partout; le pays a hâte de voir se terminer une crise qui s'est prolongée déjà trop longtemps, et on s'interroge pour savoir la résolution que le gouvernement va adopter. D'après les bruits que je vous ai rapportés et qui sont confirmés par les journaux du matin, M. Thiers devait ou demander à la tribune le rejet pur et simple des conclusions du rapport, ou adresser un Message à l'Assemblée. Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui à midi et a arrêté la conduite que le gouvernement suivra dans la séance de demain. On m'explique qu'après une assez longue discussion il a été décidé que M. Dufaure déposerait la proposition suivante : « Il sera formé une commission chargée d'examiner les institutions indispensables au fonctionnement régulier des pouvoirs législatif et exécutif et à l'organisation de la responsabilité ministérielle. » »

« Peut-être cette proposition sera-t-elle modifiée d'ici à demain, mais je ne le crois pas. »

« Je ne sais si on jugera cette proposition comme je la juge moi-même, mais elle me semble indiquer que le gouvernement songe à entrer en transaction. Il est vrai que M. Thiers, dans la commission Kerdrel, a déclaré à maintes reprises qu'il accepterait l'établissement de la responsabilité ministérielle, si elle faisait partie d'un ensemble de réformes parmi lesquelles l'institution d'une seconde Chambre ayant la faculté de dissolution. M. Thiers pourra donc dire qu'il maintient l'opinion qu'il a défendue sans succès, mais ne sera-ce pas une déception pour le public, qui au lieu de cette sorte de concession faite à la droite, se croyait en droit d'espérer, après les déclarations si catégoriquement républicaines du Président, que M. Thiers demanderait le rejet pur et simple des conclusions d'un rapport qui a soulevé l'indignation générale. »

« Maintenant on me dit que si le gouvernement veut y mettre — comment dirai-je? — une certaine conciliation, c'est qu'il est très-préoccupé de l'occupation étrangère. D'après des renseignements que je vous garantis, de M. Gontaut-Biron, ambassadeur à Berlin, un législateur qui ne peut être suspecté à l'Assemblée, a envoyé à M. de Rémusat la dépêche suivante : « Non devoir est de vous prévenir que la démission de M. Thiers produirait l'effet le plus déplorable. Il est difficile d'en prévoir les conséquences. » »

« C'est pour éviter de nouvelles catastrophes au pays que M. Thiers ferait présenter par le garde des sceaux la proposition dont je vous ai cité les termes et dont il regarde la prise en considération comme à peu près certaine. »

« M. Thiers assistera à la séance. C'est vous dire que les renseignements, très-certaines d'ailleurs, que je vous envoie pourraient être contredits par l'événement, attendu qu'un incident quelconque pourra contraindre les projets du gouvernement et forcer M. Thiers à adopter une autre ligne de conduite. »

« M. le ministre de l'intérieur s'est rendu hier à la commission des pétitions. Il s'agissait de l'expulsion du prince Napoléon; la commission a demandé à M. Lefranc pourquoi il n'avait pas présenté un projet de loi de banissement; il n'avait pas répondu que morte. »

« M. le ministre de l'intérieur a présenté à l'Assemblée un projet de loi immédiatement saisi de la protestation du prince Napoléon. »

« Bientôt, vous pouvez envoyer la paix ou la guerre. Les destinées de la France et du monde sont en vos mains. Avec la république, la paix; avec la monarchie, la guerre civile. »

Choisissez.

Pour le comité : ANSELME BATBIE (Soissons), président; VICTOR LURO, vice-président.

Vive la république!

« On lit dans l'Opinion nationale du 26 : « Ainsi que nous l'annonçait une dépêche télégraphique, un double assassinat a été commis, jeudi dernier, tout près de Rouen, sur la grande route de Canteleu, vers le milieu de la côte. »

« Un jeune garçon, de huit ans et demi, a été tué par un malfaiteur resté inconnu, et une jeune fille de vingt-deux ans a été laissée presque morte. »

« Voici les détails connus sur ce déplorable événement : »

« Deux procès de presse politiques ont beaucoup excité l'attention depuis quelque temps en Allemagne. L'un a pour héros l'ancien pasteur Grote, dans le Hanovre, agent du parti gauche et éditeur d'un almanach populaire rempli d'injures à l'adresse du gouvernement allemand et de l'empereur. C'est la publication de cet almanach qui a amené M. Grote devant la justice. Le procès a révélé la connivence de plusieurs personnages nobles dans le Hanovre avec l'accusé, sur les subventions que la cour de l'ex-roi George »

« Vendredi soir, vers neuf heures, M^{lle} Boulard et le jeune Delphin Luce, employés l'un et l'autre chez un retoureur, rue du Pré-de-la-Bataille, ont quitté leur atelier pour se rendre au domicile de leurs familles, à Canteleu. Ils ont été accompagnés jusqu'à la route neuve de Canteleu par un jeune homme qui les a quittés en cet endroit. »

« Vers neuf heures et demie, des cris furent entendus, venant de la côte de Canteleu. Le père du jeune Luce, cédant à un sentiment d'humanité, descendit la côte, accompagné de quelques voisins et du garde champêtre. Tout à coup, une mare de sang fut aperçue; on put saisir des indices qui conduisirent jusqu'aux deux victimes, que l'assassin avait traînées en dehors de la route. »

« Le malheureux père essaya de porter secours à son enfant; mais déjà il avait succombé aux coups violents qu'on lui avait portés à l'aide d'un instrument que l'on croit être un outil de menuisier. »

« La jeune fille, hors d'état de se mouvoir, commençait à reprendre ses sens et laissait entendre de pénibles gémissements. »

« M^{lle} Boulard a reçu de nombreuses blessures; elle a le visage tuméfié, et elle a eu le corps déchiré par les pierres lorsque l'assassin la traîna pour la jeter en dehors de la route. »

« C'est à peine si elle pouvait hier prononcer quelques paroles. Cependant, elle a dit que l'assassin lui était inconnu; que c'était un homme fort, ayant des favoris, vêtu d'un paletot, et portant une blouse sur son bras. Elle a ajouté qu'elle s'était aperçue, en montant la côte, qu'un homme marchait depuis assez longtemps derrière elle. Cet homme passa devant, et s'arrêtait tout à coup, il frappa le jeune Luce si violemment, que la mort a dû être instantanée. »

« M^{lle} Boulard se mit à courir, mais le meurtrier la poursuivit, l'atteignit bientôt et la frappa avec le même instrument; puis, quand elle fut renversée, il la traîna à dix mètres de là, jusqu'à l'endroit où elle a été retrouvée. »

« Cette jeune fille avait sur elle une montre et un porte-monnaie contenant une certaine somme; ils sont restés dans ses vêtements. »

« Quant à l'assassin, on croit qu'il a fui vers la Seine à travers les terres. »

« Les millions qui viennent d'être restitués à la famille d'Orléans seront divisés en huit parts : 4° au comte de Paris et au duc de Chartres, du chef de leur père le duc d'Orléans; 2° au duc de Nemours; 3° au prince de Joinville; 4° au duc de Montpensier; 5° au duc d'Aumale; 6° au roi des Belges, au comte de Flandre, à la princesse Charlotte, impératrice du Mexique, du chef de leur mère, la princesse Louise d'Orléans; 7° au prince Philippe de Wurtemberg, du chef de sa mère, la princesse Marie d'Orléans; 8° à la princesse de Saxe-Cobourg, née princesse Clémentine d'Orléans. »

« La descendance du roi Louis-Philippe, dit le *Sport*, se compose en ce moment de cinquante deux personnes. »

Bulletin de la bourse de Paris.

27 novembre. — La bourse est très-bonne et les cours sont de sensibiles progrès. On escompte le triomphe que, selon l'opinion générale, M. Thiers doit obtenir demain à l'Assemblée nationale. Personne, en effet, ne croit que les conclusions du rapport de la commission Kerdrel puissent être adoptées.

On s'occupe beaucoup, c'est tout naturel, de ce rapport, mais les commentaires dont il est l'objet ne sont pas faits pour flatter ses auteurs. Le « gouvernement de combat », recommandé par la commission, ne répond en aucune façon aux vœux des hommes d'affaires qui veulent l'ordre et la conciliation.

La Bourse, qui n'a pas de fortes opinions politiques, est cependant très-médiocrement républicaine, semble le devenir; ce ne sont pas les expressions violentes du rapport de M. Batbie qui lui font prendre en haine cette forme de gouvernement; au contraire.

Les nouvelles de Londres continuent à être très-satisfaisantes. La crise monétaire est décidément en voie d'atténuation. Les demandes d'épaves se raréfient à ce point qu'on s'attend à une prochaine réduction du taux de l'escompte. Le marché de l'Angleterre, cette circonstance et l'attente du succès de M. Thiers dans la séance de demain, donnent au marché une physionomie animée et rassurée.

Les fonds publics sont demandés au comptant, à 240; les actions de Suez se négocient de 408 à 410. En somme, la bourse est vraiment bonne et il y a tout lieu de croire qu'elle ne sera pas moins satisfaisante demain.

« Bientôt, vous pouvez envoyer la paix ou la guerre. Les destinées de la France et du monde sont en vos mains. Avec la république, la paix; avec la monarchie, la guerre civile. »

Choisissez.

Pour le comité : ANSELME BATBIE (Soissons), président; VICTOR LURO, vice-président.

Vive la république!

« On lit dans l'Opinion nationale du 26 : « Ainsi que nous l'annonçait une dépêche télégraphique, un double assassinat a été commis, jeudi dernier, tout près de Rouen, sur la grande route de Canteleu, vers le milieu de la côte. »

« Un jeune garçon, de huit ans et demi, a été tué par un malfaiteur resté inconnu, et une jeune fille de vingt-deux ans a été laissée presque morte. »

« Voici les détails connus sur ce déplorable événement : »

« Deux procès de presse politiques ont beaucoup excité l'attention depuis quelque temps en Allemagne. L'un a pour héros l'ancien pasteur Grote, dans le Hanovre, agent du parti gauche et éditeur d'un almanach populaire rempli d'injures à l'adresse du gouvernement allemand et de l'empereur. C'est la publication de cet almanach qui a amené M. Grote devant la justice. Le procès a révélé la connivence de plusieurs personnages nobles dans le Hanovre avec l'accusé, sur les subventions que la cour de l'ex-roi George »

« Vendredi soir, vers neuf heures, M^{lle} Boulard et le jeune Delphin Luce, employés l'un et l'autre chez un retoureur, rue du Pré-de-la-Bataille, ont quitté leur atelier pour se rendre au domicile de leurs familles, à Canteleu. Ils ont été accompagnés jusqu'à la route neuve de Canteleu par un jeune homme qui les a quittés en cet endroit. »

« Vers neuf heures et demie, des cris furent entendus, venant de la côte de Canteleu. Le père du jeune Luce, cédant à un sentiment d'humanité, descendit la côte, accompagné de quelques voisins et du garde champêtre. Tout à coup, une mare de sang fut aperçue; on put saisir des indices qui conduisirent jusqu'aux deux victimes, que l'assassin avait traînées en dehors de la route. »

« Le malheureux père essaya de porter secours à son enfant; mais déjà il avait succombé aux coups violents qu'on lui avait portés à l'aide d'un instrument que l'on croit être un outil de menuisier. »

« La jeune fille, hors d'état de se mouvoir, commençait à reprendre ses sens et laissait entendre de pénibles gémissements. »

« M^{lle} Boulard a reçu de nombreuses blessures; elle a le visage tuméfié, et elle a eu le corps déchiré par les pierres lorsque l'assassin la traîna pour la jeter en dehors de la route. »

« C'est à peine si elle pouvait hier prononcer quelques paroles. Cependant, elle a dit que l'assassin lui était inconnu; que c'était un homme fort, ayant des favoris, vêtu d'un paletot, et portant une blouse sur son bras. Elle a ajouté qu'elle s'était aperçue, en montant la côte, qu'un homme marchait depuis assez longtemps derrière elle. Cet homme passa devant, et s'arrêtait tout à coup,

la commission Kerdrel et pour entendre la lecture d'un court Message présidentiel. Ce Message annonçait la présentation du contre-projet, c'est M. Dufaure qui le lira, en qualité de vice-président du conseil.

C'est M. Dufaure aussi qui soutiendra la discussion.

Le Message fera allusion au rapport de la commission. Il acceptera la responsabilité ministérielle, à la condition d'y ajouter les réformes constitutionnelles auxquelles le précédent Message a fait allusion.

M. Thiers se rendra néanmoins à la séance et prendra la parole.

Son thème sera : le gouvernement de combat. Cette menace de définition du rapport lui servira à poser la question de confiance.

M. Ricard a été reçu ce matin, à huit heures, par M. Thiers.

Quand même la majorité serait faible, M. Thiers resterait.

On espère qu'elle sera de 40 voix.

La tranquillité est complète, mais il y a une foule immense autour du palais.

Quatre heures.

Séance de l'Assemblée. — Au début de la séance, M. Dufaure est monté à la tribune et a donné lecture de la résolution arrêtée par le gouvernement.

Cette résolution porte :

« Une commission de trente membres sera nommée par l'Assemblée dans ses bureaux, à l'effet de proposer un projet de loi pour régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle. »

M. Dufaure développe cette proposition et y apporte une telle évidence que M. Batbie demande la suspension de la séance, la commission voulant examiner la résolution immédiatement.

Voici quelques-uns des dernières paroles de M. Dufaure :

« Le Message du président de la république a été considéré dans le pays et à l'étranger comme digne d'une certaine estime. Si vous votez une résolution tendant uniquement à interdire, après cette approbation générale, l'accès de la tribune au Président, l'accueil fait à votre décision sera-t-il le même ? » (Applaudissements à gauche.)

Après ces paroles, l'Assemblée, faisant droit à la demande du rapporteur de la commission, déclare la séance suspendue pendant une heure.

8 heures.

La séance est reprise à six heures quarante minutes.

M. THIERS est au banc des ministres.

M. BATBIE annonce que la commission maintient ses conclusions.

M. DUFUAURE déclare que M. Thiers maintient sa proposition.

M. THIERS (à la tribune) dit qu'il ne veut pas prolonger l'actualité générale, mais qu'il est juste de discuter les deux propositions qui sont en présence. Il n'en a pas la force aujourd'hui, et il ne s'opposera pas à ce que l'on vote sans débat. Il importe seulement que le pays sache qu'il a offert la discussion.

M. BATBIE demande qu'il n'y ait pas de discussion. Chacun est fixé.

M. ENXOUT dit que chacun doit expliquer sa pensée.

M. LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER veut que l'on discute.

M. BATBIE dit qu'il est aux ordres de l'Assemblée pour la discussion. Il reconnaît qu'il est convenable de déférer au désir de M. Thiers.

La discussion est renvoyée à demain.

9 heures et demie.

Avant la reprise de la séance, il y a eu deux conseils de ministres, et M. Thiers s'est rendu deux fois au sein de la commission.

M. Thiers est très-ferme.

La droite craint que la partie ne soit perdue pour elle.

Cependant la remise à demain est fâcheuse.

VERSAILLES, jeudi, 28 novembre.

Assemblée nationale. — Dans son discours, à l'appui de la proposition du gouvernement, M. Dufaure rappelle que le Message de M. Thiers, quoique préférant la république, a reconnu le droit de l'Assemblée de choisir une forme de gouvernement. Il dit que M. Thiers est prêt à s'entendre avec la commission sur la responsabilité ministérielle, laquelle existe depuis le 31 août, mais que le rapport de M. Batbie a pour but d'interdire la tribune à M. Thiers.

M. Dufaure espère que, d'accord avec le gouvernement, la commission trouvera une combinaison satisfaisante aux conditions d'un pouvoir solide.

VERSAILLES, jeudi, 28 novembre.

La demande de clôture, à l'Assemblée, a été appuyée seulement par l'extrême gauche et une partie de la gauche.

PARIS, jeudi, 28 novembre.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants : Augmentation : sur le numéraire, francs 4,000,000 ; sur les billets en portefeuille, fr. 45,000,000 ; sur la circulation des billets, fr. 1,750,000 ; sur le compte du trésor, fr. 1,435,000 ; Diminution : sur les avances sur lingots, fr. 500,000 ; sur les comptes particuliers, fr. 1,750,000.

Angleterre.

Londres, jeudi, 28 novembre.

Le taux de l'escompte sera probablement réduit aujourd'hui de 1 p. c.

Le *Daily Telegraph* publie une dépêche disant que le général de Manteuffel a reçu ordre de concentrer ses troupes pour marcher au premier signal.

Londres, jeudi, 28 novembre.

La Banque a fixé son escompte à 5 p. c.

Londres, jeudi, 28 novembre.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants : Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 2,112,210 liv. sterl. ; sur le numéraire, 1,752,940 liv. sterl. ; sur les comptes particuliers, 590,003 liv. sterl. ; sur les comptes du trésor, 441,081 liv. sterl. ; sur les billets en réserve, 2,414,360 liv. sterl. ; Diminution : sur les billets en circulation 258,270 liv. sterl. ; sur les effets escomptés, 1,101,241 liv. sterl.

Berlin, jeudi, 28 novembre.

La Gazette de l'Allemagne du Nord et la Gazette de Spener, parlant du récent arti-

cle du journal officiel français le *Bien public*, article intitulé : « Que dit l'Europe, » constatent tous les deux que ce serait un manque de dignité de faire appel à l'étranger pour effrayer l'opposition à l'intérieur.

Ces deux journaux assurent que l'étranger observerait une neutralité absolue vis-à-vis des luttes des partis en France, qu'il ne prendrait parti ni pour M. Thiers, ni pour l'Assemblée nationale, pas même en manifestant simplement ses sympathies.

L'Allemagne respecte la volonté de la France quant à la forme de son gouvernement et aux hommes qu'elle place à sa tête.

Vienne, jeudi, 28 novembre.

La Gazette de Vienne publie une lettre autographe de l'Empereur adressée au ministre de l'Intérieur, à l'effet de convoquer le Reichsrath pour le 12 décembre.

Pesth, jeudi, 28 novembre.

Le *Lloyd de Pesth* annonce que M. de Lonyay est parti pour Vienne afin de faire son rapport à l'Empereur sur le différend qui a surgi avec le commandant supérieur des hunsyds, ainsi que sur la situation générale.

On assure que le ministre fera à S. M. des déclarations dont le sens serait que, nonobstant l'absence d'indices sérieux prouvant que le gouvernement ne jouit plus de la confiance de ce parti, on ne saurait nier que le parti Deak n'a pas soutenu, ces jours derniers, le gouvernement dans la mesure désirable.

Les décisions ultérieures à prendre seront naturellement réservées à l'Empereur.

Rome, mercredi, 27 novembre.

A la Chambre, le ministre des affaires étrangères dit que le gouvernement entend persister dans sa politique de modération, il veut ôter tout prétexte au parti clérical de se dire le représentant des intérêts religieux en forçant d'avouer qu'il n'a pas d'autre programme que celui d'allumer la guerre en Europe pour rétablir le pouvoir temporel.

Le ministre dit que les relations internationales sont satisfaisantes, que les rapports avec l'Allemagne sont bons, que l'incident de la commission du mètre a été vidé après des explications amicales.

La question des mines du Laurium n'a fait aucun pas, malgré la modification des procédés des gouvernements intéressés envers la Grèce.

Le ministre ajoute que les intérêts de l'Italie sont les intérêts mêmes de l'Europe, à savoir : la paix, le progrès libéral et la conservation sociale.

Péninsule ibérique.

Madrid, jeudi, 28 novembre.

Le Roi est en pleine convalescence.

La tranquillité, un moment troublée sur quelques points de la Péninsule par les ennemis de l'ordre, sous prétexte de la conscription, a été définitivement rétablie.

La bande levée par Arcos et commandée par Carrasco a été complètement battue et dispersée par le colonel Guerra. Celle de Linarès a été mise en déroute et dispersée par le commandant Guerrero, et après une lutte de vingt heures, les insurgés de Murcie ont été obligés de prendre la fuite en tous sens, laissant dans les rues de la ville et les environs un grand nombre de morts et de blessés. Force est restée partout à la loi, et le gouvernement est décidé à la faire respecter, à la grande satisfaction de tous les honnêtes gens, sans distinction de parti.

Madrid, jeudi, 28 novembre.

La défile de la bande Arcos est confirmée. L'insurrection de Linarès est considérée comme terminée.

Le Congrès a repoussé, par 152 voix contre 47, la proposition de M. Figueras, censurant la nomination du capitaine général de la Catalogne.

Orient.

Constantinople, jeudi, 28 novembre.

Le gouvernement ottoman a autorisé les Grecs domiciliés à Jérusalem à élire un nouveau patriarche.

Constantinople, mercredi, 27 novembre.

Khalil pacha a été remplacé au ministère des affaires étrangères par Rashid pacha.

Constantinople, jeudi, 28 novembre.

Le bruit du remplacement de Khalil pacha, ministre des affaires étrangères est prématuré.

Des changements ministériels sont attendus.

Bucharest, mercredi, 27 novembre.

La Chambre a été ouverte aujourd'hui. Le discours du trône prononcé à cette occasion constate la bonne situation financière du pays, situation à laquelle ont contribué le monopole du tabac et la loi sur le timbre.

Les lignes du chemin de fer Pitești-Craiova et Turnsever-Vercsewara seront construites prochainement.

Le produit des lignes Pitești-Galatz-Roman fait déjà espérer aujourd'hui une diminution des annuités garanties.

Le discours promet en outre des réformes dans toutes les branches de l'administration de l'Etat.

Il ajoute que les relations avec l'étranger sont satisfaisantes.

Le discours du prince a été accueilli par des applaudissements enthousiastes.

Outre-Mer.

New-York, mercredi, 27 novembre.

Le steamer *Wyandott* est arrivé.

Bulletin des Bourses.

PARIS, 28 novembre. — 5 p. c. Empr. fr. 1872, 83-80. — 5 p. c. Empr. fr. 1873, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1874, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1875, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1876, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1877, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1878, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1879, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1880, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1881, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1882, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1883, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1884, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1885, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1886, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1887, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1888, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1889, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1890, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1891, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1892, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1893, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1894, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1895, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1896, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1897, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1898, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1899, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1900, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1901, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1902, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1903, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1904, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1905, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1906, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1907, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1908, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1909, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1910, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1911, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1912, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1913, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1914, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1915, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1916, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1917, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1918, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1919, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1920, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1921, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1922, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1923, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1924, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1925, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1926, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1927, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1928, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1929, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1930, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1931, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1932, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1933, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1934, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1935, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1936, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1937, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1938, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1939, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1940, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1941, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1942, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1943, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1944, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1945, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1946, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1947, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1948, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1949, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1950, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1951, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1952, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1953, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1954, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1955, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1956, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1957, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1958, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1959, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1960, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1961, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1962, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1963, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1964, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1965, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1966, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1967, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1968, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1969, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1970, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1971, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1972, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1973, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1974, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1975, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1976, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1977, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1978, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1979, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1980, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1981, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1982, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1983, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1984, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1985, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1986, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1987, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1988, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1989, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1990, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1991, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1992, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1993, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1994, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1995, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1996, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1997, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1998, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 1999, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2000, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2001, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2002, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2003, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2004, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2005, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2006, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2007, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2008, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2009, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2010, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2011, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2012, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2013, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2014, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2015, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2016, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2017, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2018, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2019, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2020, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2021, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2022, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2023, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2024, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2025, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2026, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2027, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2028, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2029, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2030, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2031, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2032, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2033, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2034, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2035, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2036, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2037, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2038, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2039, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2040, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2041, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2042, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2043, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2044, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2045, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2046, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2047, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2048, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2049, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2050, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2051, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2052, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2053, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2054, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2055, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2056, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2057, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2058, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2059, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2060, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2061, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2062, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2063, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2064, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2065, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2066, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2067, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2068, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2069, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2070, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2071, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2072, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2073, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2074, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2075, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2076, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2077, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2078, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2079, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2080, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2081, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2082, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2083, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2084, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2085, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2086, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2087, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2088, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2089, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2090, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2091, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2092, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2093, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2094, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2095, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2096, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2097, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2098, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2099, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2100, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2101, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2102, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2103, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2104, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2105, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2106, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2107, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2108, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2109, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2110, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2111, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2112, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2113, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2114, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2115, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2116, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2117, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2118, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2119, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2120, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2121, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2122, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2123, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2124, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2125, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2126, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2127, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2128, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2129, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2130, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2131, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2132, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2133, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2134, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2135, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2136, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2137, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2138, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2139, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2140, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2141, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2142, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2143, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2144, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2145, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2146, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2147, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2148, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2149, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2150, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2151, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2152, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2153, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2154, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2155, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2156, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2157, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2158, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2159, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2160, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2161, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2162, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2163, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2164, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2165, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2166, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2167, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2168, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2169, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2170, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2171, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2172, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2173, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2174, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2175, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2176, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2177, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2178, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2179, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2180, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2181, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2182, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2183, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2184, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2185, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2186, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2187, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2188, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2189, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2190, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2191, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2192, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2193, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2194, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2195, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2196, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2197, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2198, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2199, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2200, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2201, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2202, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2203, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2204, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2205, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2206, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2207, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2208, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2209, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2210, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2211, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2212, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2213, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2214, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2215, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2216, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2217, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2218, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2219, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2220, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2221, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2222, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2223, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2224, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr. 2225, 83-30. — 5 p. c. Empr. fr.

